**La CSC-Enseignement, un collectif fort pour l’avenir**

La CSC-Enseignement, un collectif fort pour l’avenir.

Tel était le thème de notre Congrès du mois de mai dernier. A l’occasion de ses 18 ans, la CSC-Enseignement a réuni ses militants pour déterminer les nouvelles lignes de force qui forgent notre projet et renforcent nos valeurs.

C’est dans un contexte sociétal (qu’il soit économique ou social) particulier que s’inscrit notre action syndicale. A cela s’ajoutent les difficultés du quotidien et les tensions générées par les différentes crises. Quelle est notre efficacité ? Sommes-nous en capacité de peser sur les décisions iniques des femmes et des hommes politiques, du monde patronal, du monde financier ?

Nous en sommes certains.

Plus que jamais, l’action syndicale est cruciale.

Le module de formation que nous proposons systématiquement à nos nouveaux mandataires rappelle et met en évidence l’importance du syndicalisme. C’est l’occasion pour nous de rappeler l’étude de deux économistes du FMI qui relèvent «*l’existence d’un lien entre la baisse du taux de syndicalisation et l’augmentation de la part des revenus les plus élevés dans les pays avancés*».

Pour Thomas Piketty, il y a un lien clair entre le syndicalisme fort et la réduction des inégalités.

Pour Richard Wilkinson, la réduction des inégalités améliore les performances globales d’une société en termes de santé, d’espérance de vie, de gestion environnementale.

Enfin, les travaux de John Kenneth Galbraith démontrent que des syndicats forts, comme contre-pouvoir par rapport au pouvoir politique et des grandes entreprises, évitent des déséquilibres et des dysfonctionnements au sein d’une société, rendent celle-ci et son économie plus efficaces.

Comment l’étude explique-t-elle ce lien ? «*En réduisant l’influence des salariés sur les décisions des entreprises*», l’affaiblissement des syndicats a permis d’«*augmenter la part des revenus constitués par les rémunérations de la haute Direction et des actionnaires*».

L’actualité récente illustre que les patrons de Delhaize ont très bien compris. Ce qui se cache derrière la «franchisation», c’est, entre autres, de saper tout espace de concertation sociale. Ne nous voilons pas la face, d’autres pourraient très rapidement s’inspirer de ce modèle. Certains politiques ne se gênent d’ailleurs pas pour, de façon régulière, attaquer les organisations syndicales, que ce soit au niveau de leurs missions, de leurs combats ou de leur organisation. Des projets de loi actuellement en discussion au Parlement (peut-être votée lorsque vous lirez ces lignes) pourraient brider toutes celles et tous ceux qui oseraient encore s’opposer en faisant grève ou en manifestant. La mobilisation collective gêne-t-elle à ce point ?

Toujours selon les économistes du FMI, «*une moitié environ*» du creusement des inégalités que les libéraux préfèrent traditionnellement attribuer à des facteurs impersonnels (mondialisation, technologies, etc.) découlerait du déclin des organisations de salariés. Doit-on s’en étonner ? Quand le syndicalisme, point d’appui historique de la plupart des avancées émancipatrices, s’efface, tout se dégrade, tout se déplace…

Ces études montrent toute la pertinence de notre engagement : notre combat syndical est **essentiel et juste**.

Heureusement, pour beaucoup de personnes, nous restons la solution. Ils sont de plus en plus nombreux à nous accorder leur confiance car ils reconnaissent notre importance et notre crédibilité.

En tant que syndicat enseignant, nous devons défendre une école et un enseignement qui constituent les premiers remparts contre ces inégalités. Cela ne sera possible qu’en défendant un enseignement de service public et en nous opposant à toute forme de marchandisation et de privatisation ; c’est la raison pour laquelle nous continuerons à exiger, pour **l’ensemble** des personnels de l’enseignement, la poursuite de l’amélioration de la formation initiale et continue, des statuts, des conditions de travail et de la rémunération.

Chaque fois que l’occasion nous est donnée, nous rappelons que l’éducation ne représente pas un coût mais un investissement pour la société. Les futurs élus devront le comprendre et l’appliquer.

Plus que jamais nous devons lutter pour maintenir nos acquis sociaux. Nous devons soutenir tous les projets qui permettent de lutter pour une société plus égalitaire, respectueuse de tous ses membres. Défendre un enseignement de qualité, c’est notre devoir !

Plus que jamais, nous devons être conscients que les mois qui arrivent seront cruciaux pour notre avenir. L’année 2024 sera une année électorale à tous les niveaux (européen, fédéral, régional, communautaire, communal et provincial). Ce sera aussi l’année des élections sociales.

Dans ce contexte, nous devrons rappeler à ceux qui ne l’ont pas encore compris qu’aucun changement structurel ne pourra se faire sans les personnels de l’enseignement.

Le futur Gouvernement devra prendre à bras le corps la lutte contre la difficulté de recruter. La CSC-Enseignement est prête et a une liste de solutions concrètes pour redorer le blason de la profession et permettre d’éviter les découragements du début de carrière ainsi que les désillusions, les démotivations et l’essoufflement en cours et en fin de carrière.

Depuis un peu plus d’un an, les mobilisations importantes des personnels de l’enseignement prouvent qu’une bouffée d’oxygène est nécessaire. Notre dernier slogan était «Laissez-nous respirer». Beaucoup l’ont apprécié car il reflète bien l’état d’esprit de la majorité. Peut-être devrons-nous le répéter durant toute la période électorale ?

Comme premier syndicat de l’enseignement et comme nous l’avons toujours fait, nous ne reculerons pas devant les difficultés et les dilemmes.

Les défis ne manqueront pas :

• concrétiser les lignes de force définies lors de ce Congrès.

• Continuer à faire entendre notre voix dans les lieux de concertation ou les débats en cours pour faire évoluer un projet d’enseignement, service public, soucieux des plus faibles, des conditions d’apprentissages et de travail respectueuses des apprenants et des personnels, combattant les concurrences et l’école marchande.

• Poursuivre l’adaptation de notre communication aux évolutions technologiques.

• Continuer à faire entendre la voix de la CSC-E car elle est crédible et porteuse de sens.

• Être solidaire de l’action interprofessionnelle.

• Défendre une vision alternative de la gouvernance économique européenne qui sera effectivement au service des travailleurs et citoyens.

Ces défis, nous pourrons les relever, par notre force de proposition, notre militantisme et notre action.

Notre force, c’est Vous !

º Roland Lahaye